



CONJONCTURE ECONOMIQUE

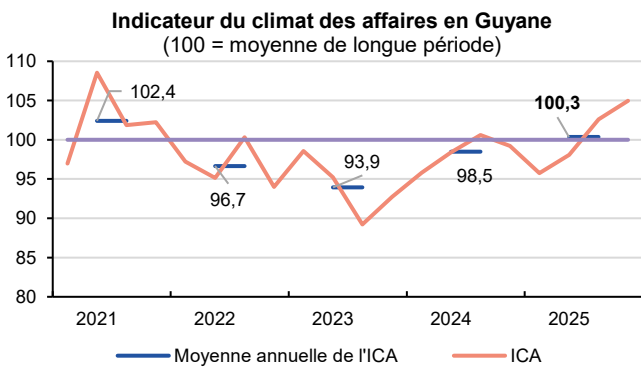
Synthèse annuelle 2025

Un environnement économique qui s'améliore, malgré des vulnérabilités persistantes

L'année 2025 est marquée par une amélioration notable du climat des affaires, avec des entreprises qui retrouvent progressivement visibilité et confiance. L'investissement privé demeure dynamique, stimulé par plusieurs grands projets structurants, tandis que l'inflation ralentit. Malgré ce contexte plus favorable, le marché du travail reste déséquilibré et la consommation peine à repartir, reflétant les fragilités persistantes des ménages et les limites structurelles du territoire. Les secteurs d'activité évoluent de manière contrastée : certains bénéficient d'un regain d'activité alors que pour d'autres l'activité fléchit.

Un climat des affaires qui poursuit sa progression en 2025

Une croissance continue de l'ICA



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

En 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) n'a cessé de progresser pour s'établir à 105,0 en fin d'année, un niveau bien au-dessus de sa moyenne de longue période.

En moyenne annuelle, l'ICA s'établit ainsi à 100,3 points, soit 1,8 points de plus qu'en 2024.

Début 2025, la baisse d'activité des entreprises, amorcée fin 2024, s'est poursuivie. Le manque de visibilité politique et institutionnelle au niveau national a généré de fortes incertitudes localement et une dynamique d'investissement défavorable en début d'année.

Toutefois, l'adoption du projet de loi de finances pour 2025 a réduit une partie de l'incertitude et le regain d'activité du Centre Spatial Guyanais en fin d'année a permis aux entreprises de retrouver de la confiance et des perspectives. Les chefs d'entreprise interrogés révèlent une activité qui se redresse et des intentions d'investir plus favorables à partir du troisième trimestre.

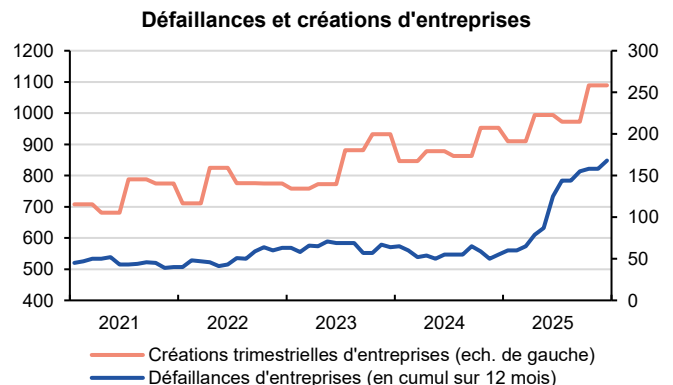
Les entreprises sondées dans l'enquête de conjoncture déclarent une progression moyenne de leur chiffre

d'affaires de 1,3 %, avec néanmoins des disparités entre les secteurs et ceci dans un contexte d'inflation modérée.

La situation financière des entreprises s'améliore en 2025. Les charges d'exploitation, qui se dégradent depuis plusieurs années, se stabilisent en fin d'année et le niveau des trésoreries s'est progressivement amélioré. En revanche, les délais de paiement ont continué de se dégrader et restent un sujet de préoccupation majeure pour les entreprises.

En 2025, les défaillances d'entreprises ont fortement augmenté (+205,5 % à fin décembre 2025 par rapport à fin décembre 2024), même si cette évolution est à relativiser au regard du nombre mesuré d'entreprises concernées. Cette tendance est révélatrice d'un effet de rattrapage post-Covid, marqué par la fin des aides publiques ayant été contractées à cette période, mais s'explique également par un plan d'action initié par le Tribunal de Commerce qui vise à fiabiliser le registre des entreprises, en ciblant les entreprises manifestement sans activité.

En parallèle, les créations d'entreprises sont également en hausse sur l'année avec 3 966 immatriculations (+12,0 % sur un an) dont 2 142 micro-entreprises.

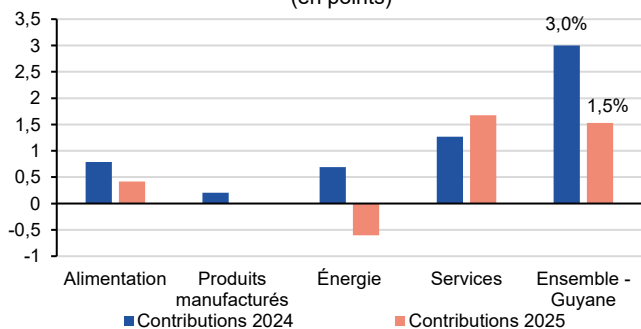


Sources : Banque de France, Insee © IEDOM

L'inflation ralentit

En moyenne annuelle, l'inflation est de 1,5 % en 2025, contre 3,0 % en 2024. Elle s'établit ainsi sous le seuil de 2 % fixé par la BCE. Ce ralentissement s'explique principalement par la baisse des prix de l'énergie (-6,4 % en moyenne annuelle) dont la contribution à l'inflation est négative (-0,6 point). À contrario, les prix des services et de l'alimentation augmentent respectivement de 3,7 % et de 2,6 %, et contribuent à hauteur de 1,7 point et de 0,4 point respectivement à la hausse générale des prix. Les prix des produits manufacturés sont stables et ont une contribution nulle.

Contributions à l'inflation des différents postes (en points)

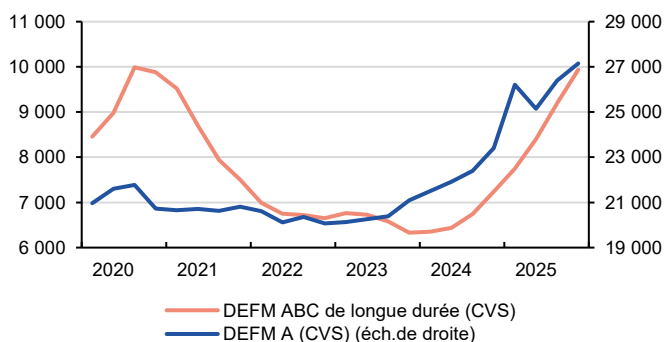


Source: Insee © IEDOM

Une évolution mitigée du marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM) de catégorie A atteint 26 223 en moyenne sur l'année 2025, et continue de progresser (+17,5 % par rapport à fin 2024). Le nombre de chômeurs de longue durée est également en forte hausse, +31,8 % en moyenne annuelle (soit 8 820 personnes). France Travail ayant révisé sa méthodologie statistique début 2025, ces évolutions doivent néanmoins être interprétées avec prudence. Le taux de chômage, qui s'établit à 16,9 % en 2025¹, est stable par rapport à 2024.

Demandeurs d'emploi en fin de mois



Source : France Travail. © IEDOM

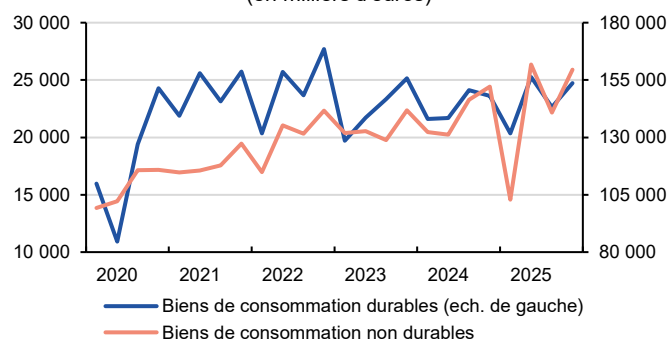
Toutefois, le solde d'opinion sur l'évolution des effectifs révèle que la dynamique de recrutement des entreprises a été favorable en 2025, mais s'est infléchi en fin d'année. Les effectifs salariés et la masse salariale du secteur privé progressent respectivement de 2,1 % et de 4,1 % en moyenne sur l'année.

La consommation stagne

La consommation des ménages montre des signes de ralentissement en 2025. Les importations de biens de consommation progressent de 0,8 % en valeur, mais dans un contexte d'inflation modérée, et sont en baisse de 1,7 % en volume. Dans le détail, les importations de biens de consommation durables sont en hausse de 2,2 % en valeur et de 13,8 % en volume alors que les importations de biens de consommation non durables progressent de 0,5 % en valeur mais sont en baisse de 3,1 % en volume.

Le solde d'opinion d'activité des entreprises du commerce répondantes à l'enquête de conjoncture, dégradé depuis fin 2024, confirme ce manque de dynamisme de la consommation.

Importations de biens de consommation (en milliers d'euros)



Source: Douanes © IEDOM

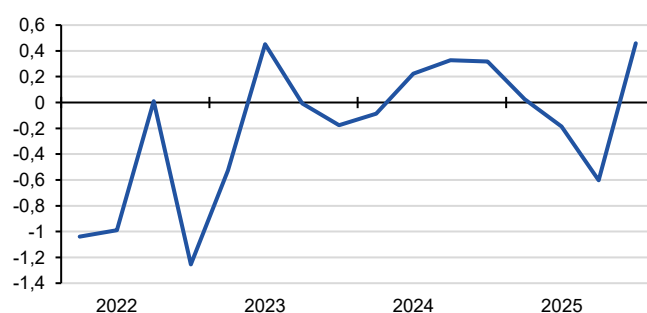
Le marché automobile connaît également un net ralentissement en 2025. Les importations de véhicules de tourisme chutent de 12,7 % en valeur et de 9,3 % en volume, ce qui se traduit par une baisse de 5,8 % des immatriculations pour ce type de véhicule.

Dans le même temps, le nombre de dossiers de surendettement déposés à l'IEDOM (315) progresse de 8,2 %, témoignant d'une hausse de la vulnérabilité des ménages.

L'investissement privé reste dynamique

Le solde d'opinion relatif à l'évolution des prévisions d'investissement révèle que la dynamique s'est d'abord dégradée en début d'année pour ensuite s'améliorer à partir du deuxième semestre.

Solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement sur un an



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

¹ Donnée semi-définitive pour le quatrième trimestre 2025.

Les encours des crédits d'investissement, en hausse de 8,3 % sur l'année, confirment cette trajectoire favorable.

Le bilan est plus contrasté pour les importations de biens d'investissement. Ces dernières, bien qu'en baisse de 9,1 % en volume sur l'année, sont stables en valeur. Les importations de véhicules utilitaires sont également en baisse, -4,2 % en valeur, mais en hausse de 2,0 % en volume. Le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires est en recul de 5,4 % sur l'année.

Plusieurs grands projets structurants permettent de stimuler l'investissement sur le territoire, parmi lesquels la construction d'un second pont du Larivot (190 millions d'euros), d'une cité judiciaire à Saint-Laurent du Maroni (90 millions d'euros) ou des centrales bioénergie du Larivot (600 millions d'euros) et biomasse à Sinnamary (145 millions d'euros). Le Centre spatial Guyanais réalise également des travaux pour assurer son autonomie électrique et accueillir de nouveaux opérateurs.

Le déficit commercial se stabilise

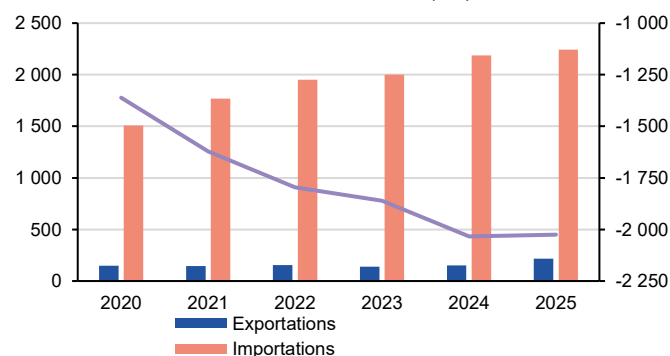
Le déficit commercial de la Guyane, 2 025 millions d'euros en 2025, est stable par rapport à 2024. La hausse des exportations vient compenser la hausse des importations. La baisse du prix du baril de Brent (-14,4 % en moyenne par rapport à 2024) a notamment permis de modérer la hausse des importations en valeur alors que, dans le même temps, l'augmentation du cours de l'once d'or (+44,0 % en moyenne par rapport à 2024) a eu un impact positif sur la valeur des exportations.

Les exportations totales (218 millions d'euros pour 20 906 tonnes en 2025) progressent de 42,7 % en valeur et de 2,5 % en volume. La hausse en valeur s'explique principalement par une augmentation des exportations

d'or (+31,4 %, en valeur), des biens d'équipement (+74,9 %, en valeur), et des biens de consommation (+14,6 %, en valeur). La hausse en volume est portée par la progression des exportations de biens d'équipement (+16,6 %, en volume) et des produits du bois (+1,3 %, en volume).

Les importations totales (2 243 millions d'euros pour 750 572 tonnes en 2025) sont en hausse de 2,6 % en valeur mais chutent de 15,7 % en volume. Cette augmentation en valeur est imputable à la progression des importations de biens intermédiaires (+35,5 %, en valeur) et dans une moindre mesure de biens d'investissement (+0,6 % en valeur) et de biens de consommation durables (+2,2 %, en valeur). La baisse en volume s'explique surtout par la diminution des importations des produits de l'énergie (-33,1 %, en volume), de biens intermédiaires (-4,3 %, en volume), et de biens d'investissement (-9,1 %, en volume).

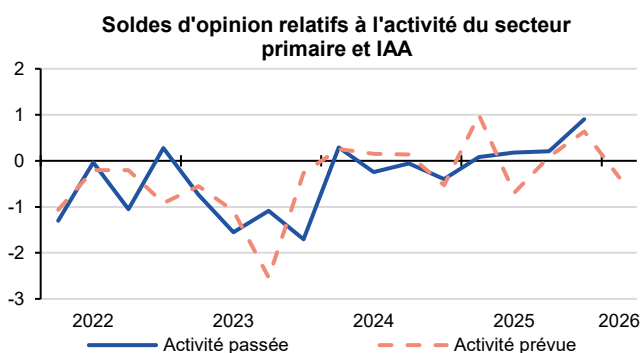
Commerce extérieur (M€)



Source : Douanes © IEDOM

Des fluctuations d'activité qui diffèrent selon le secteur

Une nette hausse de l'activité dans le secteur primaire et les IAA



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

L'activité des entreprises du secteur primaire et des industries agroalimentaires a connu une progression notable en 2025 selon l'enquête de conjoncture, après une année 2024 stable. Les exportations des produits des industries agroalimentaires sont en hausse de 5,3 % sur un an. En 2025, les effectifs se sont également renforcés.

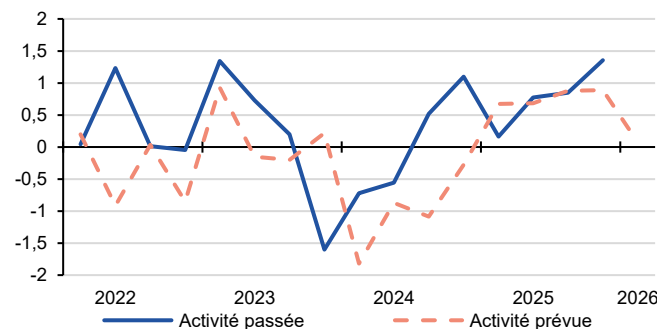
En revanche, les charges d'exploitation et les délais de paiement restent dégradés en fin d'année, malgré l'amélioration observée au troisième trimestre.

La situation de la filière élevage est plus mitigée. Les importations de bovins et de porcins sont en baisse respectivement de 8,1 % et de 8,9 % sur l'année. Les abattages de porcins sont en hausse de 10,6 % mais les abattages de bovins reculent de 4,1 %.

L'activité des industries (hors IAA) poursuit sa progression

Le solde d'opinion d'activité des entreprises industrielles s'est significativement amélioré en 2025 et les prévisions d'investissement des entreprises du secteur, malgré une inflexion au deuxième trimestre, sont restées bien orientées sur l'année.

Soldes d'opinion relatifs à l'activité du secteur des industries (hors IAA)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Leur situation financière s'assainit également. Les soldes d'opinion relatifs aux évolutions des charges d'exploitation, des délais de paiement, et de la trésorerie, évoluent favorablement.

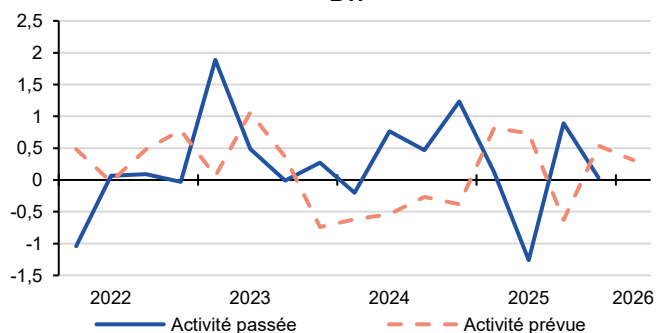
S'agissant de la filière bois, les exportations sont en hausse de 1,3 % en volume et de 8,4 % en valeur par rapport à 2024.

En revanche, l'activité aurifère est de nouveau en repli avec une baisse des exportations de 1,0 % en volume, après -11,9 % en 2024. Toutefois, la hausse de la demande en actifs sécurisés a fait grimper le cours de l'once à des niveaux records. De fait, en valeur, les exportations d'or sont en hausse de 31,4 % (après +15,6 % en 2024).

Une baisse d'activité en début d'année dans le secteur du BTP

L'activité des entreprises du BTP a chuté début 2025, après une année 2024 favorable, pour finalement se redresser au troisième trimestre et se stabiliser en fin d'exercice. Les prévisions d'investissement, dégradées depuis le début de l'année 2024, s'améliorent légèrement en fin d'année 2025. Les entreprises du secteur font également état d'une amélioration concernant leurs charges d'exploitation, ces dernières étant dégradées depuis plusieurs années. En revanche, les délais de paiement, qui s'étaient améliorés en 2024, se dégradent fortement en 2025, notamment en début d'année.

Soldes d'opinion relatifs à l'activité du secteur du BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Concernant la construction de logements, l'activité est en berne. Le nombre de logements autorisés à la construction chute de 29,2 % en 2025 et le nombre de logements commencés baisse de 18,2 %, et ce, malgré les besoins importants de la population.

Un recul d'activité marqué dans le secteur du commerce

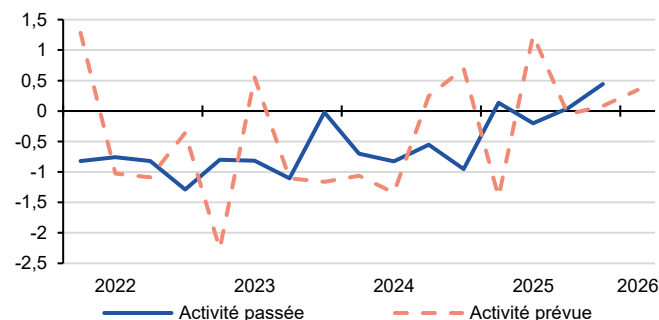
L'activité des entreprises du commerce s'est fortement dégradée en 2025, confirmant la tendance amorcée fin 2024. Les entreprises du secteur ont subi des difficultés d'approvisionnement en début d'année en raison de mouvements sociaux dans les différents ports. Un

redressement est perceptible en fin d'année, mais les prévisions d'investissement sont défavorables.

Les entreprises du secteur révèlent avoir stabilisé leurs prix en fin d'année, la tendance étant à la baisse depuis mi-2023.

Une activité en croissance dans le secteur des services marchands

Soldes d'opinion relatifs à l'activité du secteur des services marchands



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Dégradée depuis plusieurs années, l'activité du secteur des services marchands est en hausse en 2025, particulièrement en fin d'année. Les charges d'exploitation, dégradées depuis plusieurs années, s'améliorent également au quatrième trimestre.

En revanche, la tendance concernant les prévisions d'investissement est moins favorable qu'en 2024 et le solde d'opinion relatif à l'évolution des délais de paiement se détériore sur un an.

La dynamique est similaire pour le tourisme, avec une activité en progression. Le nombre de passagers à l'aéroport Félix Eboué augmente de 6,2 % par rapport à 2024 et le nombre de vols progresse de 22,6 %. Le nombre de nuitées hôtelières est aussi en légère hausse sur l'année (+0,3 %).

Le solde d'opinion relatif à l'évolution d'activité des entreprises du tourisme issu de l'enquête de conjoncture révèle une amélioration de l'activité à partir de mi-2025, ce dernier étant dégradé depuis le deuxième trimestre 2023.

Enfin, après deux années de transition, l'activité du Centre Spatial Guyanais (CSG) redémarre en 2025 avec 7 lancements réussis, dont quatre pour Ariane 6 et trois pour Vega-C.

En 2026, la cadence devrait encore accélérer et de nouvelles capacités d'Ariane 6 devraient être exploitées. Le CSG poursuit également les travaux de l'Ensemble de lancement multi-lanceurs (ELM1), infrastructure qui doit permettre d'accueillir, dès 2026, des opérateurs privés de micro-lanceurs sur l'ancien pas de tir Diamant.

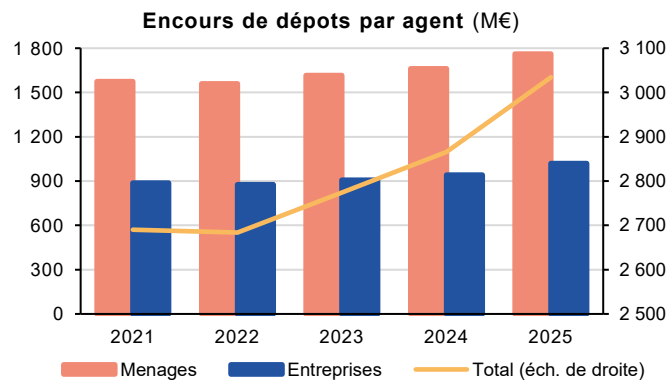
Une activité bancaire toujours soutenue en 2025

L'activité bancaire en Guyane est réalisée par des établissements installés localement (EBIL) via la présence d'un guichet sur place ainsi que par des établissements non installés localement (EBNIL).

En 2025, les EBIL représentent 55,6 % des crédits sur la place bancaire et 84,7 % des dépôts, le reste étant porté par les EBNIL. Sur un an, les encours des EBIL progressent de 11,3 % sur les crédits et de 2,8 % sur les dépôts en moyenne annuelle.

Dans cette note, un échantillon stable composé d'EBIL et d'EBNIL est utilisé ; il représente 94,2 % des encours bruts et 94,2 % des dépôts au 31/12/2025². Toutes les évolutions sont calculées en moyenne annuelle.

La collecte d'épargne poursuit sa progression



Source : IEDOM-BDF, collectes SURFI et RUBA © IEDOM

La collecte de dépôts s'accélère en Guyane en 2025. Les encours progressent de 4,6 % sur notre échantillon d'EBIL et d'EBNIL, rythme légèrement plus soutenu qu'en 2024 (+4,4 %).

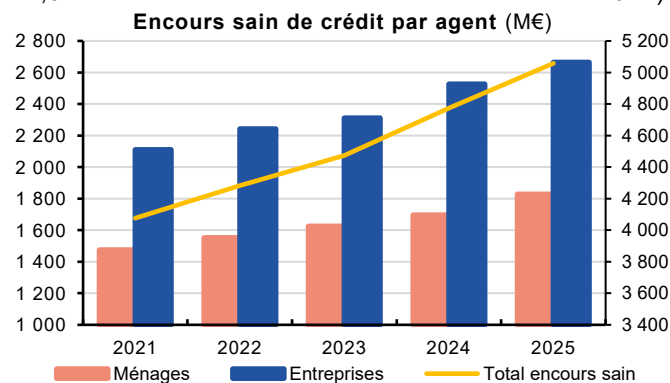
Cette hausse est portée par les placements liquides à court terme ainsi que les placements à long terme (+9,3 % et + 5,5 % respectivement). Les dépôts à vue, représentant plus de la moitié du total des encours, augmentent modérément (+2,2 %), mais accélèrent par rapport à 2024 (+1,4 %).

Les différents agents économiques présentent des dynamiques d'épargne hétérogènes en 2025. Tandis que les croissances des encours de dépôts des ménages continuent de croître, (+4,9 %, après +3,4 % en 2024), ceux des entreprises ralentissent légèrement (+4,9 %, après +5,3 % l'année précédente). Les dépôts des administrations publiques et autres agents ralentissent fortement leur progression (+1,5 % après +8,6 % l'année dernière), et leur poids reste faible par rapport aux encours totaux (8,6 %).

Un financement de l'économie toujours robuste

L'encours sain de crédits progresse de 6 % en 2025, soit une hausse légèrement inférieure à celle de 2024 (+6,4 %). En quatre ans, l'encours de crédits croît de plus d'un milliard d'euros.

En 2025, les crédits d'investissement progressent toujours à un rythme très soutenu mais ralentissent légèrement par rapport à l'année précédente : +9,3 % après +11,4 % en 2024. Les crédits immobiliers, représentant plus de la moitié des encours sains, progressent à un rythme moins soutenu (+4,9 %, après +4,3 % en 2024).



Source : IEDOM-BDF, collectes SURFI et RUBA © IEDOM

La dynamique de financement des agents économiques reste globalement favorable en 2025. La croissance des crédits aux entreprises ralentit nettement, passant à +5,6 % après +8,1 % en 2024. L'encours des ménages maintient son élan (+7,5 % après +4,8 %), porté par une accélération de l'encours de crédits à la consommation (+9,6 % après +7,0 %).

Une évolution contrastée des encours à l'échelle sectorielle⁴

À fin 2025, la dynamique des encours de crédits sectoriels témoigne d'évolutions hétérogènes selon les branches d'activité. La progression la plus marquée concerne les services marchands, dont les encours bondissent de 25,5 % sur un an (après +6,1 % en 2023/2024).

L'encours des activités immobilières, poursuit une progression régulière et soutenue (+5,9 %, après +5,8 %). Le secteur de la construction, dont le montant des crédits avait fortement diminué l'année précédente (- 8,1 %), retrouve une orientation positive avec une hausse de son encours de 8,2 % en 2025.

À l'inverse, les services non marchands voient leurs encours se stabiliser (-0,7 %, après +5,7 %), tout comme le secteur de l'industrie (-0,8 %) qui retrouve des niveaux

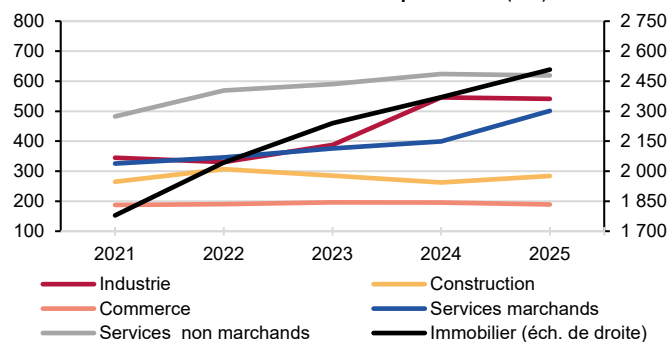
² Données issues des déclarations RUBA (Reporting Unifié Banques et Assimilés), remplaçant SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) depuis janvier 2022. Ce changement méthodologique impacte les données diffusées par l'IEDOM, qui couvrent un périmètre plus large. L'analyse s'appuie ici sur un échantillon stable composé d'EBIL et EBNIL afin d'éviter des effets de structure.

⁴ Données du Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France sont mobilisées, comptabilisant les octrois de crédits supérieurs à 25 000 € accordés par les établissements bancaires aux entreprises, associations et collectivités dont le siège se situe en Guyane (donc pas les EBNIL).

de financement plus stables après un pic en 2024 (+41,0 %).

Le commerce enregistre une baisse plus marquée de ses encours (-3,3 %, après -0,4 %), confirmant la dégradation progressive observée depuis l'an dernier.

Évolution des encours de crédit par secteur (M€)



Source : IEDOM-BDF, collecte SCR

Premiers signes d'inflexion des taux des crédits

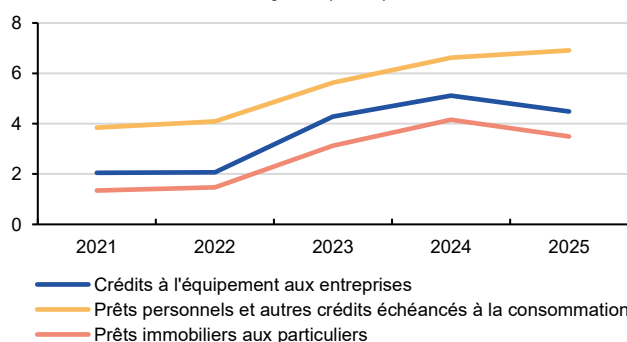
L'année 2025 marque un tournant dans l'évolution des taux de crédit en Guyane. Après deux années de hausse des taux, les premiers signes d'inflexion apparaissent, portés par l'assouplissement progressif de la politique monétaire. Si certains segments continuent de progresser, d'autres amorcent une baisse, traduisant un changement de dynamique.

Pour les particuliers, les taux des crédits à la consommation se maintiennent en augmentation, mais de

manière plus modérée : +29 points de base (pdb) en 2025, contre +99 pdb en 2024. Le taux moyen annuel atteint 6,91 %. À l'inverse, les taux des prêts immobiliers s'orientent à la baisse, reculant de 66 pdb après une hausse de 104 pdb l'année précédente. Leur moyenne annuelle s'établit à 3,50 %. Par rapport à la France entière, les taux demeurent plus élevés en Guyane, de +66 pdb pour les crédits à la consommation et +46 pdb pour les crédits immobiliers.

Pour les entreprises, la tendance s'inverse également : les taux des crédits diminuent de 63 pdb en 2025, après une progression de 84 pdb en 2024. Le taux moyen annuel atteint 4,49 %. Sur l'année, ils restent toutefois supérieurs de 92 pdb aux taux moyens observés au niveau national.

Taux annuels moyens pondérés des crédits en Guyane (en %)



Source : IEDOM, collecte RUBA © IEDOM

Une trajectoire de croissance qui se confirme début 2026

D'après l'enquête de conjoncture, le début d'année 2026 s'inscrit dans la continuité de 2025, sans rupture de tendance. Selon les chefs d'entreprise interrogés sur leurs prévisions du premier trimestre 2026, l'activité devrait continuer à croître, les effectifs à se renforcer et les trésoreries à s'améliorer. Ils estiment toutefois que les délais de paiement pourraient rester dégradés.

Une conjonction de plusieurs éléments permet d'expliquer ces perspectives plutôt favorables pour l'année qui vient :

L'adoption de la loi de finances 2026 réduit le risque de reconduction budgétaire qui prévalait au démarrage de 2025 et restaure une visibilité minimale pour les acteurs (fiscalité, dépenses publiques, commandes). Cette clarification sécurise la trajectoire des grands projets d'investissement pour 2026.

L'inflation, bien qu'elle accélère légèrement en fin d'année, reste en dessous du niveau fixé par la BCE. Mais si elle épouse la trajectoire envisagée au niveau national, elle devrait augmenter sous l'effet des prix de l'énergie. La Banque de France prévoit, dans son scénario de base, une inflation moyenne de 1,7 % en 2026 pour la France.

L'activité spatiale s'intensifie. Le carnet de commandes d'Arianespace est déjà rempli et garanti à l'entreprise une activité sur plusieurs années.

La mise en service de l'ensemble de lancement multi-

des retombées économiques notables pour la Guyane. Ce sont plusieurs dizaines de millions d'euros d'investissements qui sont mobilisés et certains opérateurs ont déjà engagé des démarches de formation et de recrutement sur le territoire.

Toutefois, certains facteurs pourraient venir ternir ces perspectives :

Les tensions commerciales avec les États-Unis ont conduit l'Union européenne à envisager des mesures de rétorsion. Si ces taxes européennes sont effectivement appliquées, elles conduiront au renchérissement du prix des biens américains directement importés en Guyane (produits énergétiques, machines, équipements) ou transitant par un pays membre de l'Union européenne.

Le contexte budgétaire français et les efforts de maîtrise des dépenses de l'État interrogent sur ses capacités à soutenir durablement le développement du territoire.

Le conflit en Iran, qui menace le détroit d'Ormuz, risque de générer un peu plus d'inflation et un peu moins de croissance. Une hausse des prix de l'énergie et des produits importés de manière générale est à craindre en Guyane.

Globalement, les multiples tensions observées sur la scène internationale sont de nature à fragiliser l'optimisme ressenti localement.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directrice de la publication : L. HERROU ■ Responsable de la rédaction : A. HUC

Rédaction : A. CARIOU, F. OLLIVIER ■ Participation aux travaux : S. CALVO CANO, J. CAPITAIN